

DE L'EQUILIBRE COMPTABLE ET SON APPORT A LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Par MAFUMUKE EDDY Pierreⁱ, KABEMBA NTAMBUE Bienvenuⁱⁱ et MUTAMBAMUTAMBA Jobⁱⁱⁱ

Résumé

Toute la comptabilité est basée sur le principe de l'équilibre, Il s'agit d'une expression montrant par une équation que le total des emplois est égal au total des ressources. Il en est de même pour le Produit Intérieur Brut (PIB) qui, comme tout agrégat, est égal à la somme de ses composantes entre autres, la consommation qui est la fonction principale des ménages.

La préoccupation de cet article est de savoir comment a évolué la consommation finale. Aussi, voir la contribution de celle-ci dans la croissance économique de la République Démocratique du Congo de 2000 à 2014 ; compte tenu de son importance en tant que variable explicative.

L'analyse de la croissance économique de la RDC par l'approche de la demande se basant sur un équilibre comptable, celle de la détermination du PIB par l'option de la demande, a servi de point de départ pour savoir dans quelles mesures les objectifs du gouvernement d'atteindre la qualité de pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2030 reste possible, au vue de la tendance du PIB.

Mots clés : Consommation, Croissance, PIB

Abstract

All accounting is based on the principle of equilibrium, it is an expression showing by an equation that the total of uses is equal to the total of resources. It is the same for the gross domestic Product (GDP) which, like any aggregate, is equal to the sum of its components among others, consumption which is the main function of households.

The concern of this article is to know how the final consumption has evolved. Also, see the contribution of the latter in the economic growth of the Democratic Republic of Congo from 2000 to 2014; given its importance as an explanatory variable.

The analysis of the economic growth of the DRC by the approach of the demand based on an accounting balance, That of the détermination of the GDP by the demand option, served as a starting point to know in which objective measures of government to achieve middle-income country status by 2030 is still possible, given the trend in GDP.

Keywords: Consumption, Growth, GDP.

I. INTRODUCTION

La RDC a lancé des réformes visant à renforcer la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et améliorer le climat des affaires mais elle reste classée 184 sur 190 pays dans le rapport Doing Business 2019 sur la réglementation des affaires et doit relever de nombreux défis pour attirer les investisseurs dans des secteurs clés.

ⁱAssistant de deuxième mandat à l'institut supérieur de statistique de Lubumbashi

ⁱⁱAssistant à Université panafricain de Lubumbashi

ⁱⁱⁱAssistant à Université panafricain de Lubumbashi

La valeur de l'Indice du développement Humain (IDH) de la République démocratique du Congo pour 2019 s'est établi à 0.480 – ce qui l'a placé dans la catégorie des pays à « Développement humain faible » et au 175e rang parmi 189 pays et territoires (PNUD, 2020). Tout en notant que les données d'enquête les plus récentes accessibles au public et utilisées pour estimer l'indice de pauvreté multidimensionnel (l'IPM) de la République démocratique du Congo concernent l'année 2017 et 2018.

En la République démocratique du Congo, 64.5 % de la population (soit 54,239 millions de personnes) vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle et 17.4 % autres sont considérées comme des personnes vulnérables à la pauvreté multidimensionnelle (soit 14,646 millions de personnes). Pourtant dans son allocution, monsieur le gouverneur de la Banque Centrale du Congo, introduisant la conférence sur le thème : « De la stabilisation à la croissance durable et soutenue en République Démocratique du Congo ; enjeux et perspectives », avait souligné l'importance d'atteindre « un taux de croissance supérieur à 10% pendant au moins 20 ans comme l'ont fait certains pays émergents. » Plusieurs solutions ont été envisagées à cet effet.

En effet, la préface de l'annuaire statistique 2014 a été très ambitieuse ; elle témoigne de la volonté du gouvernement d'atteindre le développement de notre pays en trois phases telle qu'indiquées dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Objectifs de développement de la RDC de 2012 à 2050.

Période	Nombre d'années	Objectif	Moyens
De 2012 à 2020	9 ans	Passer d'un pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire	grâce à la transformation de l'agriculture
De 2020 à 2030	10 ans	Passer au statut de pays émergent	une industrialisation intensive grâce au développement du secteur énergétique en appui aux secteurs des industries minière et agricole
De 2030 à 2050	20 ans	Devenir un pays développé	par une économie verte et une société de connaissance

Source : nous même sur base des données de l'Annuaire statistique 2014 de l'INS

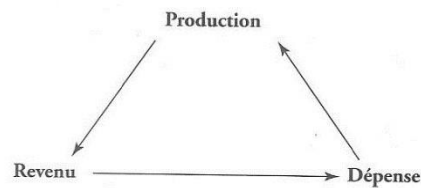
Ces étapes étaient, pour le gouvernement, des échéances médianes et critiques passant par une Planification Stratégique et Opérationnelle. En février 2016, dans le souci d'actualisation, un autre plan stratégique national de développement avait été présenté. Il préconisait de tout mettre en œuvre pour faire partie des économies à revenu intermédiaire en augmentant le niveau du revenu national brut (RNB) à 2 000 USD par habitant d'ici 2035 : Ce qui modifie l'échéancier ci-haut présenté (Eric Tshikuma, 2021).

Sur fond des considérations théoriques, la notion de consommation indique en comptabilité macroéconomique, l'opération par laquelle les ménages utilisent une partie de leur revenu disponible, de leur crédit à la consommation, de leurs biens et services

...évalués aux prix courants, c'est-à-dire les prix pratiqués au cours de la période considérée : les prix sur les étiquettes.

En tant que phénomène économique, la croissance économique désigne l'augmentation soutenue, pendant une longue période, du produit global d'une nation. Ce dernier mesure l'ensemble de richesses nouvelles produites par un pays au cours d'une année. Lorsqu'il est rapporté à l'effectif total d'une population, l'on parle ainsi du PIB par tête ou PIB par capital. Le taux de croissance économique d'un pays est déterminé par la variation relative de son PIB réel (c'est un écart relatif). Le PIB étant un indicateur de base qui permet d'évaluer et de comparer le comportement de l'économie à différentes périodes historiques. Il peut être calculé selon trois options (Production, Revenu et dépenses). Donnant ainsi l'équilibre fondamental qui renseigne :

$$\text{Production} = \text{Revenu} = \text{Dépenses}$$



La production représente l'offre, la dépense est représentée par la demande. Cette dépense est dite globale lorsqu'elle se compose d'une demande intérieure (consommation et les investissements bruts) et d'une demande extérieure (exportations - importations). La demande globale est impulsée par la demande intérieure, elle-même assise principalement sur la composante consommation. Cependant, faute d'une production intérieure, c'est l'extérieure qui stimule la production domestique via les exportations des matières premières : on parle dans ce cas d'une croissance extravertie. Dans le cas sous étude, l'évolution de la consommation des ménages est très significative et son augmentation a, à coup sûr, fortement impacté le PIB de la RDC. C'est pourquoi notre raisonnement gravitera autour des questions ci-dessous :

- Quel est la part de chaque composante dans le PIB au temps t et partant au temps $t-1$?
- Quelle a été la croissance de chaque composante et son influence sur la croissance globale ?
- Puis, comment se présente la tendance du PIB au regard de l'échéance ratée de 2020.

II. METHODE ET MATERIELS

Par une approche macroéconomique de la consommation, la méthode économétrique, nous a aidé à utiliser efficacement les grandeurs statistiques et mathématiques afin d'exprimer quantitativement les corrélations des agrégats macroéconomiques. Cette méthode se place dans le cadre de l'analyse de Rubin qui stigmatise le recours à un contrefactuel hypothétique. Ce contrefactuel n'étant pas observable, il est nécessaire de l'estimer (Pauline Givord, 2014). La théorie keynésienne, la théorie de revenu permanent de M. Friedman, la théorie de l'hypothèse de cycle de vie de Modigliani et, les

déterminants socio-psychologiques de la consommation nous ont aidé à rendre intelligibles les différentes variables du thème d'étude.

Plusieurs sources des données, à savoir la Banque Mondiale, la Banque Centrale du Congo (BCC), l'Institut Nationale de la Statistique, etc. nous ont servi à récolter, analyser et traiter les données, les informations nécessaires. Il sied cependant de faire remarquer la difficulté d'utiliser les données statistiques des sources différentes, car elles comportent non seulement des différences, mais n'ont pas la précision comme le pensent E.ARCHAMBAULT, O.ARKHIPOFF(1992), en disant « les données économiques ne sont pas parfaites».

III. RESULTATS

Pour répondre à notre préoccupation susmentionnée, nous partons du fait que

l'équilibre comptable est réalisé quand les ressources sont égales aux emplois en biens et services. Cet équilibre sur le marché des biens et services est exprimé par l'égalité comptable suivante, qui détermine le PIB selon l'optique de la dépense:

$$PIB = CF + FBCF + V + (X - M) \quad (1)$$

Où :

CF = Consommation finale,

FBCF = Formation brute du capital fixe,

V = Variation des stocks,

X = Exportations,

M = Importations, et (X-M) est le solde commercial.

Or, comme le montre l'équation (1), l'agrégat du PIB est égal à la somme de ses composantes. Il est donc possible de calculer, à partir de cet équilibre comptable, la part (en %) des différentes composantes de la demande globale dans le PIB. On peut également déterminer, à partir des taux de croissance de ces différentes composantes, la contribution de chacune dans la croissance du PIB.

Soit l'équation de l'équilibre comptable suivante :

$$PIB_t = CF_t + FBCF_t + V_t + (X - M)_t \quad (2)$$

La variation de PIB entre les temps $t-1$ et t nous sera donnée par :

$$PIB_t - PIB_{t-1} \quad (3)$$

Ce qui donnera pour l'équation (2) :

$$PIB_t - PIB_{t-1} = (CF_t - CF_{t-1}) + (FBCF_t - FBCF_{t-1}) + (V_t - V_{t-1}) + ((X - M)_t - (X - M)_{t-1}) \quad (4)$$

La croissance du PIB entre les temps $t-1$ et t nous sera donnée par (5) : $\frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}}$

Il suffira donc de diviser les deux membres de l'équation (4) par PIB_{t-1} pour avoir la croissance économique ainsi que les parts de variations des composantes par rapport au PIB_{t-1} .

L'équation (5) peut être développée en (6) :

$$\frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} = \frac{CF_t - CF_{t-1}}{PIB_{t-1}} + \frac{FBCF_t - FBCF_{t-1}}{PIB_{t-1}} + \frac{V_t - V_{t-1}}{PIB_{t-1}} + \frac{(X - M)_t - (X - M)_{t-1}}{PIB_{t-1}}$$

On peut aisément calculer la contribution de la variation de chaque composante dans la croissance économique. Mais S. Brana et M.C. Berguignan (2015) ont montré l'intérêt de mettre en exergue la croissance de chaque composante individuelle, quitte à revenir à leur part de la formule.

En effet la réponse aux deux premières questions nous amènent à l'hypothèse ci-après : la contribution d'un élément à la croissance du PIB en test égale à son taux de croissance de $t-1$ à t , multiplié par sa part dans le PIB de l'année $t-1$.

Illustrons cette hypothèse en ne considérant que la composante CF, la démarche étant généralisable à toutes les autres composantes.

De l'équation (6) tirons le terme relatif à CF (7) : $\frac{CF_t - CF_{t-1}}{PIB_{t-1}}$

En multipliant ce terme par (8) : $\frac{CF_{t-1}}{CF_{t-1}} = 1$

On peut obtenir cette expression avec toutes les autres composantes.

(7) multiplié par (8) donne : $\frac{CF_t - CF_{t-1}}{PIB_{t-1}} \times \frac{CF_{t-1}}{CF_{t-1}}$

Par commutativité des dénominateurs (8) peut devenir (9) : $\frac{CF_t - CF_{t-1}}{CF_{t-1}} \times \frac{CF_{t-1}}{PIB_{t-1}}$

On obtient ainsi d'une part la croissance de cette composante par rapport à elle-même entre les temps $t-1$ et t ainsi qu'une comparaison de sa part dans le PIB temps $t-1$.

On peut retenir de ce qui précède que la part de la consommation au temps $t-1$ multipliée par le taux de croissance d'une composante du PIB donne la contribution de cette composante dans la croissance économique d'une année ($t-1$) à l'autre. Dans le cas d'espèce la composante est la consommation finale CF.

Pour la généralisation à toutes les composantes, cette formule (9) peut s'écrire : $\Delta C_t \times pC_{t-1}$ (10)

Où : ΔC_t = la croissance de la composante au temps,

pC_{t-1} = la part de la composante dans le PIB au temps $t-1$

On procédera par :

- Le calcul des parts dans le PIB au temps $t-1$
- Le calcul de la croissance de la composante entre les temps $t-1$ et t
- Puis, on calculera en les multipliant à la détermination des taux de contribution des différentes années de la période considérée.

Une représentation graphique nous renseignera sur l'évolution de la contribution de cette composante dans le temps.

Afin d'obtenir des évaluations non biaisées par l'inflation, les calculs sont effectués en volume. Le problème de non additivité des comptes chaînés affectant aussi les calculs de contribution à la croissance en volume (prix de l'année précédente chaînés, base $t-1$), il est nécessaire par les comptes aux prix de l'année précédente. Par exemple, pour évaluer les contributions au PIB t des éléments de la demande en se fondant sur les tableaux de synthèse établis par l'INS, il convient de recalculer les évaluations des composantes du PIB t aux prix de l'année précédente, soit aux prix de l'année $t-1$, afin de le rendre additives (Sophie BRANA & Marie-Claude BERGOUIGNAN, 2011).

Pour réaliser ces calculs nous avons eu besoin de la série des PIB et de celle de la composante concernée présentées dans le tableau 5 ci-après.

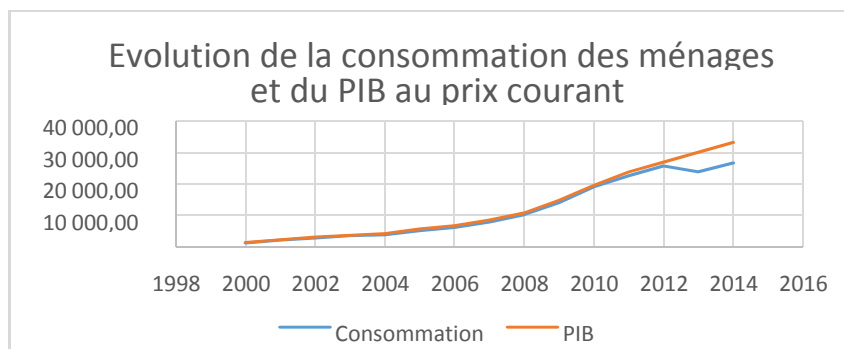
Le tableau ci-dessous montre les emplois du PIB, il a été constitué à partir des tableaux 3233 et 3234 (Sources INS/Commission des recherches et des comptes nationaux), puis complété avec les données des tableaux 3235 et 3236 avec comme source INS/Banque centrale du Congo.

Tableau 3 : Emplois du PIB (en milliards de CDF courant)

Rubriques	CF	FBCF	V	X	M	PIB
2000	1181.2	189.90	0.20	150.80	205.00	1,317.40
2001	2105.6	148.60	0.90	267.50	291.30	2,231.40
2002	2739.6	224.80	0.20	474.20	412.90	3,025.90
2003	3496.6	341.50	3.60	869.60	1,088.10	3,623.30
2004	3768.9	499.50	4.70	935.00	1,094.50	4,113.60
2005	5180.5	661.10	5.90	1,157.50	1,335.90	5,670.10
2006	6104.1	987.00	4.20	1,294.80	1,695.40	6,694.80
2007	7,839.60	1,177.30	8.30	3,379.30	3,948.40	8,456.10
2008	10,172.90	1,189.40	12.30	4,319.40	4,952.10	10,741.80
2009	13,996.90	2,188.60	10.60	4,049.20	5,456.40	14,788.90
2010	19,054.55	2,309.23	11.61	8,866.53	10,705.25	19,536.68
2011	22,571.34	2,763.43	18.24	10,211.30	11,804.88	23,759.42
2012	25,695.51	3,215.12	21.63	9,031.06	11,008.78	26,954.56
2013	23,874.54	7,388.02	31.02	11,176.31	12,418.71	30,051.18
2014	26,659.40	7,649.48	-	12,258.00	13,342.59	33,224.28

Source : INS

Graphique 1 : Evolution de la consommation et du PIB



Il est normal de constater une superposition des courbes de la Consommation finale (CF) et du PIB car le CF constitue en moyenne 92% du PIB. Seulement, à partir de 2010 on constate un affaiblissement du CF indiquant ainsi une amélioration des investissements et du solde commercial cumulés.

Pour faire ressortir correctement l'évolution de la croissance, il est impérieux d'utiliser les PIB réels, c'est-à-dire, ceux dépourvus de l'influence de l'inflation, en utilisant la formule

$$(10) \text{ ci-après : } PIB_{réel} = \frac{PIB_{no\ min.\ al}}{I_p}$$

Tableau 4 : Déflateurs du PIB

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Indice de prix	3.56	2.06	1.56	1.38	1.3	1	0.89	0.75	0.63	0.47	0.38	0.33	0.32	0.31	0.3

Source :INS Annuaire statistique 2014

On obtiendra ainsi le tableau des données déflatées ci-dessous :

Tableau 5 : Emplois du PIB (en milliards de CDF constant)

Rubriques	CF	FBCF	V	X	M	PIB
2000	4,210.74	676.96	0.71	537.57	730.78	4,696.27
2001	4,337.28	306.10	1.85	551.02	600.04	4,596.41
2002	4,284.34	351.55	0.31	741.58	645.72	4,732.07
2003	4,821.33	470.88	4.96	1,199.06	1,500.34	4,996.03
2004	4,885.73	647.52	6.09	1,212.07	1,418.83	5,332.57
2005	5,180.50	661.10	5.90	1,157.50	1,335.90	5,670.10
2006	5,444.91	880.41	3.75	1,154.97	1,512.31	5,971.82
2007	5,882.93	883.46	6.23	2,535.87	2,962.93	6,345.56
2008	6,383.63	746.36	7.72	2,710.48	3,107.51	6,740.62
2009	6,561.78	1,026.02	4.97	1,898.27	2,557.97	6,933.07
2010	7,242.63	877.74	4.41	3,370.17	4,069.06	7,425.89
2011	7,539.54	923.07	6.09	3,410.90	3,943.20	7,936.40
2012	8,101.86	1,013.74	6.82	2,847.52	3,471.10	8,498.84
2013	7,324.72	2,266.65	9.52	3,428.90	3,810.07	9,219.72
2014	8,098.37	2,323.70		3,723.63	4,053.10	10,092.59

Source : Nous même à partir des tableaux 3 et 4.

- ❖ Calcul de croissance des composantes
Ce calcul se fait en empruntant à la formule(10) la partie suivante (11):

$$pC_t = \frac{C_t}{PIB_t}$$

Tableau 6 : Calcul des parts en % de chaque composante dans le PIB

Libellé	CF	FBCF	V	X	M	PIB
2000	0.90	0.14	0.00015	0.11	0.16	1.00
2001	0.94	0.07	0.00040	0.12	0.13	1.00
2002	0.91	0.07	0.00007	0.16	0.14	1.00
2003	0.97	0.09	0.00099	0.24	0.30	1.00
2004	0.92	0.12	0.00114	0.23	0.27	1.00
2005	0.91	0.12	0.00104	0.20	0.24	1.00
2006	0.91	0.15	0.00063	0.19	0.25	1.00
2007	0.93	0.14	0.00098	0.40	0.47	1.00
2008	0.95	0.11	0.00115	0.40	0.46	1.00
2009	0.95	0.15	0.00072	0.27	0.37	1.00
2010	0.98	0.12	0.00059	0.45	0.55	1.00
2011	0.95	0.12	0.00077	0.43	0.50	1.00
2012	0.95	0.12	0.00080	0.34	0.41	1.00
2013	0.79	0.25	0.00103	0.37	0.41	1.00
2014	0.80	0.23	-	0.37	0.40	1.00
Moyenne	0.92	0.13	0.00070	0.29	0.34	

Source : Nous même à partir du tableau 5.

La CF constitue 92% en moyenne du PIB, alors les investissements environ 13% et le solde commercial négatif, soit 0.29-0.34=-.05 ou -5%. Ceci s'explique par un faible taux d'investissement et surtout une économie extravertie important plus qu'elle n'exporte.

- ❖ Croissance des composantes entre $t-1$ et t

On calculera en empruntant à la formule (10) la partie suivante (12):

$$\frac{\Delta C_t}{C_{t-1}} = \frac{CF_t - CF_{t-1}}{CF_{t-1}}$$

Où C représenté CF, FBCF, V, X et M respectivement.

Tableau 7 : Calculs des croissances de chaque composante du PIB entre $t-1$ et t

Rubriques	CF	FBCF	V	X	M	PIB
2000						
2001	3.01	- 54.78	160.03	2.50	- 17.89	- 2.13
2002	- 1.22	14.85	- 83.13	34.58	7.61	2.95
2003	12.53	33.94	1,487.07	61.69	132.35	5.58
2004	1.34	37.51	22.74	1.08	- 5.43	6.74
2005	6.03	2.10	- 3.16	- 4.50	- 5.85	6.33
2006	5.10	33.17	- 36.50	- 0.22	13.21	5.32
2007	8.04	0.35	66.25	119.56	95.92	6.26
2008	8.51	- 15.52	23.92	6.89	4.88	6.23
2009	2.79	37.47	- 35.62	- 29.97	- 17.68	2.86
2010	10.38	- 14.45	- 11.20	77.54	59.07	7.11
2011	4.10	5.16	38.06	1.21	- 3.09	6.87
2012	7.46	9.82	11.94	- 16.52	- 11.97	7.09
2013	- 9.59	123.59	39.54	20.42	9.77	8.48
2014	10.56	2.52	100.00	8.60	6.38	9.47
Moyenne	4.93	15.41	112.85	20.20	19.09	5.56

Source : Nous même à partir du tableau 5.

Il est à remarquer une forte croissance des investissements atteignant plus de 112% en moyenne durant cette période alors que le PIB s'est accru de 5.7% en moyenne.

Faisant usage des tableaux 6 et 7 ci-dessus on arrive à élaborer le tableau 8 ci-après.

Concrètement on utilisera la formule (10) dans son entièreté.

Tableau 8 : Calcul de la contribution des croissances des composantes dans la croissance du PIB

Rubriques	CF	FBCF	V	X	M	PIB
2000						
2001	2.69	- 7.90	0.02	0.29	- 2.78	- 2.11
2002	- 1.15	0.99	- 0.03	4.15	0.99	2.96
2003	11.35	2.52	0.10	9.67	18.06	5.58
2004	1.29	3.54	0.02	0.26	- 1.63	6.74
2005	5.53	0.25	- 0.00	- 1.02	- 1.56	6.31
2006	4.66	3.87	- 0.04	- 0.04	3.11	5.34
2007	7.33	0.05	0.04	23.12	24.29	6.26
2008	7.89	- 2.16	0.02	2.75	2.28	6.23
2009	2.64	4.15	- 0.04	- 12.05	- 8.15	2.85
2010	9.82	- 2.14	- 0.01	21.23	21.80	7.11
2011	4.00	0.61	0.02	0.55	- 1.69	6.87
2012	7.09	1.14	0.01	- 7.10	- 5.95	7.09
2013	- 9.14	14.74	0.03	6.84	3.99	8.48
2014	8.39	0.62	- 0.10	3.20	2.64	9.47

Source : Nous même à partir du tableau 5.

Le tableau suivant combine les extraits des tableaux précédents pour la seule composante de CF.

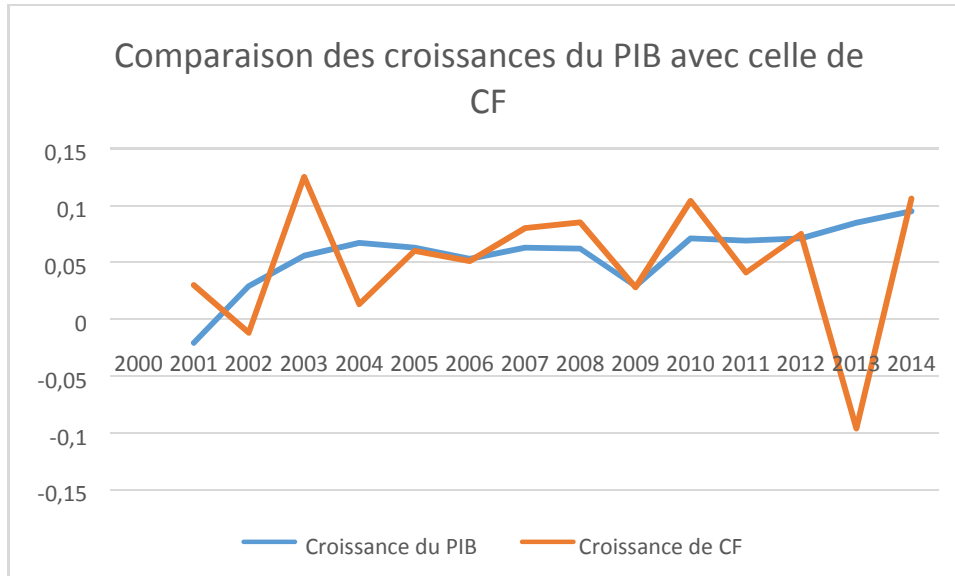
Tableau 9: Calcul la contribution de la croissance du CF dans la croissance du PIB (à prix constant) de 2000 à 2014

Nous utilisons pour la construction de ce tableau la formule (9). On peut aisément calculer la part dans le PIB au temps $t-1$ et en tirer aisément les parts au temps t . Ainsi la part de l'année 2001 devient la part de l'année 2000.

Année	CF	PIB	Croissance du PIB	Part de CF dans le PIB	Croissance de CF	Contribution de CF
2000	4,210.74	4,695.13		89.68		
2001	4,337.28	4,596.52	- 2.10	94.36	3.01	2.70
2002	4,284.34	4,732.02	2.95	90.54	- 1.22	-1.15
2003	4,821.33	4,995.96	5.58	96.50	12.53	11.35
2004	4,885.73	5,332.61	6.74	91.62	1.34	1.29
2005	5,180.50	5,670.07	6.33	91.37	6.03	5.53
2006	5,444.91	5,971.77	5.32	91.18	5.10	4.66
2007	5,882.93	6,345.57	6.26	92.71	8.04	7.33
2008	6,383.63	6,740.64	6.23	94.70	8.51	7.89
2009	6,561.78	6,933.09	2.86	94.64	2.79	2.64
2010	7,242.63	7,425.89	7.11	97.53	10.38	9.82
2011	7,539.54	7,936.40	6.87	95.00	4.10	4.00
2012	8,101.86	8,498.84	7.09	95.33	7.46	7.09
2013	7,324.72	9,219.71	8.48	79.45	- 9.59	- 9.14
2014	8,098.37	10,092.60	9.47	80.24	10.56	8.39

Source : Nous même à partir d' un extrait du tableau 5.

Graphique n° 2



Ce graphique montre combien l'évolution de CF est différente de celle du PIB, même si le PIB est fortement dépendant de CF. La corrélation entre les données de départ est plus forte que celle de leurs évolutions.

Pourquoi devons-nous utiliser les données de 2014 actuellement ? Sachant que les annuaires de l'INS ont été publiés jusqu'en 2017, des données des autres années restent indisponibles pour cette source. Nous essayons de tirer une tendance sur base des données disponibles et de voir, pour les quelques disponibles des années 2015 à 2019 (quelle que soit la source) se situent dans la même allure.

Sur base des données du tableau 3, on en déterminera la tendance du PIB dans le but de voir où se situerait le taux de croissance par rapport à 10%. Cette tendance nous est donnée par l'équation : $y = ax + b$

$$a = \frac{\sum_{i=1}^n (X_i - \bar{X})(Y_i - \bar{Y})}{\sum_{i=1}^n (X_i - \bar{X})^2}$$

$$b = \bar{Y} - a\bar{X}$$

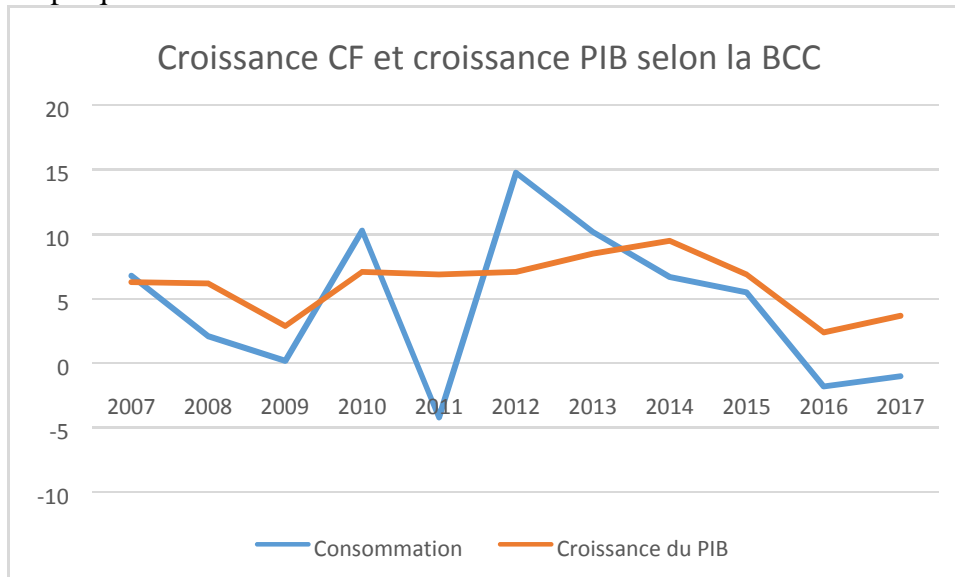
Après calculs, nous avons obtenus $a = 377.47$ et $b = 3,592.68$ donnant :

$$= 377.47 x + 3,592.68$$

Cette régression permettrait d'estimer la tendance du PIB en 2020 qui serait d'environ 11,519.59 milliards de CDF constant. Hors la population de la RDC est estimée à 95,784,841 habitants en 2019. Avec un taux de croissance démographique de 3.30% l'an, on peut aisément calculer ce que serait cette population en 2020. On voit que le RNB par habitant est loin de dépasser la borne inférieure de la tranche de pays à revenu intermédiaire à cette échéance. Le PIB a été de 47.228 milliards \$US avec un taux de croissance de 5.80% en 2018 (RDC population data, 2020).

Dans son exposé sur « Quête et enjeux de la stabilité, macroéconomique en RDC Depuis 1960 : Leçons à tirer » au séminaire de la BCC à Lubumbashi, Juin 2018 avait disponibilisé des données réelles de la croissance du PIB jusque 2017. Un extrait de ces données est représenté par le graphique ci-dessous, cette tendance pourrait mieux se dessiner et expliquer la défaillance de l'échéance 2020.

Graphique n° 3



Ce graphique montre clairement la défaillance de l'évolution de la croissance économique vers les 10% et dans l'hypothèse du soutien de la CF à cette croissance, on a aussi la décline de sa tendance. La courbe de PIB montre visiblement une tendance et un cycle que nous saurons mettre au clair par une déviation au trend comme le suggère Blaise MUKOKO(1993). Comme la théorie économique conseille de ne trop reculé dans le temps pour une projection car la réalité économique peut fortement varier à moyen terme, l'extrapolation à faire concerne 3 années permettant ainsi d'atteindre l'an 2020 enfin de confirmer que l'objectif de 2020 a été loin d'être atteint.

Se basant sur les données du tableau 3, on peut remarquer que pendant la période allant de 2000 à 2014, le PIB s'est accru en moyenne de 5.66% (moyenne arithmétique) où de 5.62% (moyenne géométrique) selon la formule :

$$1 + g_{annuelle} = \sqrt[n]{1 + g_{périodique}} \quad (13).$$

Où n est le nombre d'années de la période.

Dans l'hypothèse que ce rythme ait été maintenu jusqu'en 2020 on n'aurait pas réussi d'atteindre facilement l'objectif d'une croissance de 10% comme souhaité par la banque centrale.

En outre la part de la CF dans le PIB est restée dominante pour une moyenne de 91.66%. Ce qui signifie que les autres composantes, notamment l'investissement (FBCF + variation des stocks) et solde commerciale (Exportation – importation) n'ont eu qu'une contribution de 8,34% en moyenne.

Ceci peut s'expliquer par les faits suivants :

- Le solde commerciale toujours négatif suite à la neutralisation des exportations par les importations toujours grandissantes.
- Une variation des stocks négative et significative au point de réduire au plus haut point les investissements.

Ces mêmes faits se remarquent dans croissance du CF et sa contribution à la croissance du PIB. En effet ; le CF a connue en moyenne un accroissement de 4.93% par rapport à lui-même et de 4.46% par rapport au PIB. Ce pourcentage indique pratiquement la part de l'accroissement.

Parlant de la croissance soutenue, il a été proposé une durée de 8 ans, c'est-à-dire entre 2012 et 2020 pour atteindre un Etat à revenu moyen. Cette proposition donne le nombre d'année nécessaire pour atteindre l'objectif 1 du tableau n°1, à savoir : passer au niveau d'un pays à revenu intermédiaire) dans l'hypothèse d'une croissance de même ordre au moins annuellement. Il y a lieu de comparer les différentes croissances réalisées annuellement et de trouver les écarts par rapport à la croissance annuelle constante de la période fixée comme objectif (ici 10%).

Connaissant ce taux de croissance ambitionné de 10% pendant au moins 20 ans, et si le compteur de 20 ans devait commencer en 2014, on peut par la formule (14) ci-après trouver les PIB espérés : $PIB_t = PIB_{2014}(1+0,1)^i$

Avec $i = 1, \dots, 20$

Ceci signifie que la croissance de 10% devrait déjà être atteinte dès 2015. Malheureusement ce niveau n'a même pas pu être atteint en 2017 où la croissance était de 3.7% en annuelle en 2017 et de 6.13 % en moyenne pour la période allant de 2007 à 2017, selon la BCC (Jean-Louis Kayembe, 2018).

IV. DISCUSSION

Si la RDC est encore un pays à revenu faible aujourd'hui, elle avait comme objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire en 2020. A ce jour, cet objectif n'a pas été atteint. Les pays à revenus intermédiaires sont ceux dont le Revenu National Brut (RNB) par habitant qui se situe dans les tranches de 1.036 et 4.085 dollars pour la tranche inférieure et de 4.086 et 12.615 dollars pour la tranche supérieure.

Au vu des derniers chiffres publiés par l'INS et de la Banque mondiale, qui revoie son classement chaque le 1^{er} juillet, la RDC se retrouve parmi les économies à faible revenu (1035 \$ ou moins), comme va le témoigner le tableau 2 que vous trouverez dans la suite. Plus récemment, la baisse de 10 dollars américains du RNB entre 2016 et 2017, maintient la RDC, selon toujours la Banque mondiale, parmi les économies à « faible revenu » pour l'exercice 2019.

Pour atteindre le seuil de « Revenu intermédiaire de la tranche inférieure », ce RNB devrait être relevé de 546 USD. Pour ce faire il faut une croissance économique soutenue qui traduit des efforts inlassables dans le sens de l'augmentation de l'activité économique. En effet, « Lorsqu'un gouvernement désire stimuler l'activité économique ; il doit influencer à la hausse une ou plusieurs composantes du PIB. Il pourra lui-même augmenter ses dépenses, ou encore, il pourra agir afin de favoriser une hausse de la consommation, de l'investissement privé et des exportations nettes (exportations moins les importations) » (

Déogratias Mutombo, 2018). C'est en cela que nous situons notre travail, à savoir « influencer à la hausse la consommation ».

Tableau 2 : 29 pays à revenu faible

Afghanistan	Guinea-Bissau	Sierra Leone
Burkina Faso	Haiti	Somalia
Burundi	Korea, Dem. People's Rep.	South Sudan
Central African Republic	Liberia	Sudan
Chad	Madagascar	Syrian Arab Republic
Congo, Dem. Rep	Malawi	Tajikistan
Eritrea	Mali	Togo
Ethiopia	Mozambique	Uganda
Gambia, The	Niger	Yemen, Rep.
Guinea	Rwanda	

Source : <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-actualisation-2019-2020>, consulté, le 20/12/20 à 10 :17

Curieusement, le Rwanda est encore classé (comme la RDC) un pays à revenu faible. Sur cette liste on peut constater l'absence de l'Angola, du Congo, de la Tanzanie et de la Zambie que nous retrouvons parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, c'est-à-dire ayant un RNB par habitant se situant entre \$1,036 et \$4,045. Cette classification, selon la méthode dite de l'Atlas (Déogratias Mutombo, 2018), se base sur le RNB dont le lien avec la consommation est évident. En outre, l'objectif de passer à un pays à niveau de revenu intermédiaire souligne l'importance de la consommation car sa fonction, comme une formule économique, relie directement la consommation totale et le RNB (Banque Mondiale, 2021).

Comme nous l'avons déjà dit, pour atteindre l'objectif de la plus proche échéance, il faut une croissance économique soutenue induite par une croissance du PIB et donc de ses composantes parmi lesquelles figure la consommation finale. Cette analyse des composantes du PIB avait déjà été abordée par plusieurs autres chercheurs dont Blaise MUKOKO (1993) qui avait analysé les exportations et les cycles de croissance de six pays africains. Notre intérêt porte sur l'analyse de l'évolution de la croissance de la consommation finale et sa part dans la croissance du PIB de la RDC, voir la tendance de celui-ci^{iv}.

^{iv} En utilisant la méthode des déviations par rapport au trend, la préoccupation de MUKOKO était de détecter le cycle de croissance dans les séries initiales. Il indique en outre : « Quant à la relation entre les exportations et le PIB, elle a fait l'objet de nombreux travaux sur le plan théorique et statistique, travaux qui s'inscrivent généralement dans la controverse opposant les partisans de la stratégie de développement extravertie à ceux de la stratégie de développement introvertie ». Il a détecté une périodicité d' cycles d'exportations de quatre ans environ à l'instar des cycles détectés à partir de l'évolution du PIB.

CONCLUSION

Au terme de cet article sur de l'équilibre comptable et la contribution à la croissance économique dont la préoccupation était de savoir comment ont évolué les composantes de PIB et leur contribution dans la croissance économique de 2000 à 2014 en RDC (Cette limitation de date a été choisie pour besoin de comparaison de la suite selon la disponibilité des données). Et de savoir si l'allure de cette évolution pourrait permettre d'atteindre les objectifs que le gouvernement s'est assignés, à savoir : atteindre un taux de croissance de 10% et le soutenir pour atteindre l'émergence de 2020 à 2030 entre autres, nous disons avoir porté notre attention sur la contribution de la composante consommation finale à cet effet. L'équilibre comptable, celui de la détermination du PIB par l'option de la demande, a servi de point de départ pour effectuer notre analyse selon la formule proposée par S. Brana et M.C. Bourguignan (2011).

Nous sommes arrivés à la conclusion que, bien que toutes les composantes de la demande globale participent par leurs variations à la croissance économique, c'est la composante consommation finale qui a beaucoup d'intérêt par le fait qu'à elle seule, elle représente plus de 90% du PIB en moyenne. L'analyse de la croissance économique de la RDC par l'approche de la demande se basant sur un équilibre comptable, a connu une évolution positive se situant autour de 6.1% en moyenne. Ce qui est de loin inférieur à 10%. Et, à ce jour l'objectif de 2020, c'est-à-dire passer d'un pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire, n'a pas été atteint. Les raisons sont nombreuses et on peut même citer la COVID-19, mais il faut plus regarder du côté des investissements et du solde commerciale. En plus, comment réaliser cette croissance et la soutenir pour permettre d'atteindre les objectifs restants aux échéances de 2030 et 2050 ? Telle est la question réservée aux économistes à laquelle ils devront donner une réponse à la lecture des données encore plus indisponibles.

BIBLIOGRAPHIE

1. ARCHAMBAULT E. & ARKHIPOFF O. (2015), La comptabilité nationale pour quoi faire ?, Paris, Economica, pp.63-80.
2. BRANA Sophie & BERGOUIGNAN Marie –Claude (2015), Comptabilité nationale, 5^{ème} édit. Dunod, Paris.
3. BRANA Sophie & BERGOUIGNAN Marie –Claude (2011), Comptabilité nationale, 3^{ème} édit. Dunod, Paris, p.150.
4. INS, Annuaire statistique 2014.
5. INS, Annuaire statistique 2015.
6. INS, Annuaire statistique 2017.
7. Givoerd Pauline, (2014), « Méthodes économétriques pour l'évaluation des politiques publiques » in Economie et Prévision, n° 204-205, pp 1-28.
8. KAYEMBE wa KAYEMBE Jean-Louis, (2018), Quête et enjeux de la stabilité, macroéconomique en RDC Depuis 1960 : Leçons à tirer, séminaire de la BCC à Lubumbashi.

9. MUKOKO Blaise. (1993), "Exportations et cycle de croissance dans les pays africains à revenu intermédiaires." *Revue Tiers Monde* 34, no.133 pp. 69-88. Accédé en ligne le 30 décembre 2020. <http://www.jstor.org/stable/23591891>.
10. MUTOMBO MWANA NYEMBO Déogratias, (2018), *De la Stabilisation à la croissance durable et soutenue en République Démocratique du Congo: enjeux et perspectives*, Lubumbashi.
11. MWANA W. (2018), *Croissance économique soutenue et durable : Quel modèle pour la RDC*, séminaire de la BCC à Lubumbashi.
12. PERCHERON Serge, (2018), *Macroéconomie et comptabilité nationale : les bases*, Ellipses, Ed. Marketing, Paris Cedex.
13. PNUD, (rapport sur le développement humain.
14. TSHIKUMA Eric, (2021), <https://zoom-eco.net/contact/> accédé le 4 février 2021 à 16:43.
15. *Relance de l'économie et rôle de l'Etat*, Comité d'orientation de la réforme des finances publiques, Séminaire à Lubumbashi.
16. <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Revenu.htm>
17. https://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1959_num_10_4_407371
18. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-deleur-revenu-actualisation-2019-2020>.
19. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GNP.PCAP.CD>.
20. Roger Dumoulin, Calcul du revenu et comptabilité économique dans les régions insuffisamment développées, *Revue économique* Année 1959 10-4 pp. 575-608.